

Article 22 du Règlement

Malgré les efforts déployés par le premier ministre (M. Mulroney) et deux ministres fédéraux, malgré les protestations de milliers de citoyens inquiets de tout le pays, et même du monde entier, le gouvernement de la Colombie-Britannique se lave les mains de l'obligation qu'il a de trouver une solution. Ce qui est en jeu, c'est un trésor environnemental, une flore et faune aquatique et terrestre unique, de même qu'une des plus magnifiques forêts vierges ombrophiles sur la surface du globe, dont certains arbres ont plus de 1,000 ans. L'habitat traditionnel de la population des Haïdas est aussi menacé. Pendant 10,000 ans, ils ont développé une culture et une tradition uniques au monde.

Les écologistes du Canada mais aussi de tous les pays du monde attendent de voir comment notre pays va résoudre cette crise grandissante. Il est inconcevable que nous n'ayons pas réussi à trouver une solution. Je ne peux pas croire que notre pays va abandonner la partie.

Étant donné que le ministre des Forêts de la Colombie-Britannique a démissionné la semaine dernière, qu'il y avait conflit d'intérêts dans son cas et dans celui d'un autre ministre, que le gouvernement de la Colombie-Britannique ne veut rien entendre des revendications des autochtones et que le gouvernement fédéral pense, comme moi, qu'une partie ou la totalité de South Moresby devrait être convertie en une réserve ou un parc national, je supplie encore une fois le premier ministre et le gouvernement fédéral d'agir, de discuter avec les gens de la Colombie-Britannique et leur gouvernement afin d'éviter la perte irréparable d'un trésor national inestimable.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES**L'ESSAI DU MISSILE DE CROISIÈRE**

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, le gouvernement continue d'afficher son mépris pour le Parlement et le public canadien en leur refusant l'information. Par exemple, nous apprenions ce matin que dès demain, des essais du missile de croisière auront lieu au-dessus de notre territoire. Le gouvernement connaît sûrement l'horaire des essais mais il se garde de le révéler aux Canadiens par crainte de protestations contre une décision imprudente et impopulaire.

De même, nous venons d'apprendre qu'il garde secrets des accords conclus avec les États-Unis relativement aux armes nucléaires, chimiques et biologiques. Sachant que ces accords seraient controversés, il refuse même d'en confirmer l'existence à un comité, composé en grande partie de députés ministériels, chargé d'examiner la collaboration canado-américaine en matière de défense. Ces renseignements nous ont été communiqués par des journalistes ou des citoyens américains, mais, entre temps, le gouvernement a perdu beaucoup de sa propre crédibilité en montrant qu'il n'a aucun respect pour la Chambre ni pour ceux qui l'ont élue.

Je suis certain que le gouvernement redoute un tollé de protestations. Tout comme je suis certain qu'il s'en prendra à l'opposition et aux médias, pour expliquer ses difficultés. Le gouvernement n'a pas de mal à faire passer son message. Celui-ci est clair et net—on ne peut lui faire confiance pour dire la vérité aux parlementaires et au public canadien.

* * *

● (1405)

LES AFFAIRES SOCIALES**LA SITUATION DES FEMMES ÂGÉES SANS RESSOURCES**

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, le ministre responsable de la Condition féminine (M. McLean) a fait un exposé devant les députés du caucus conservateur. Il a signalé certaines lacunes dans les engagements de son gouvernement en ce qui concerne la justice sociale et l'égalité économique des femmes. Il a ensuite laissé des exemplaires de ses instances dans la pièce réservée au caucus néo-démocrate.

Il est déplorable que ce ministre ait si peu de poids au sein de son cabinet qu'il en soit réduit à demander à l'arrière-ban de son parti d'exercer des pressions auprès des ministres pour qu'ils respectent les promesses qu'ils ont faites aux femmes au cours de la campagne électorale. Le ministre explique que le sort des personnes âgées sans ressources ne s'améliore guère. D'après ses chiffres 71 p. 100 des personnes âgées pauvres au Canada sont des femmes et que les femmes représentent 80 p. 100 des personnes âgées démunies et vivant seules.

Le gouvernement se vante d'avoir élargi l'admissibilité de l'allocation au conjoint l'année dernière. Mais cette mesure est discriminatoire envers les 80,000 célibataires et divorcés, entre 60 et 65 ans, qui vivent dans la misère. La majorité de ces gens sont des femmes. Quand le gouvernement remédiera-t-il à cette injustice?

Le ministre rappelle que les femmes canadiennes ne reçoivent toujours pas leur dû et il demande au gouvernement d'agir. Qu'attend donc le gouvernement? Quand présentera-t-il les mesures qu'il avait promises au Canadiennes pendant la dernière campagne électorale?

* * *

[Français]

LA CHAMBRE DES COMMUNES**LE VOCABULAIRE UTILISÉ PAR CERTAINS DÉPUTÉS**

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, je veux aujourd'hui faire part à la Chambre des communes du Canada de mon appréhension concernant la qualité du vocabulaire utilisé par certains députés de cette Chambre, vocabulaire dont la sémantique est fort «questionnable» et qui ne convient absolument pas au statut de la Chambre des communes.

Les Canadiens s'attendent à beaucoup mieux de la part des gens qui représentent, à Ottawa, chaque partie du pays.